

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Mars 2012**





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Tableau des flux de trésorerie .....	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	19
Dette financière de l'Etat .....	20
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>21</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -29,4 milliards €

### «Une évolution positive des recettes »

Le solde d'exécution budgétaire fin mars 2012 s'élève à -29,4 milliards € contre -33,7 milliards € fin mars 2011 à périmètre constant. Cette variation (+4,3 milliards €) est due à des recettes en

progression et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux. Toutefois, les dépenses enregistrent en ce début de gestion un rythme de comptabilisation plus soutenu que l'an passé.

## Dépenses du budget général (hors R&D\*) : 68,2 milliards €

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,6 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ Mission **Défense** : 3,4 milliards € dont 1,9 milliard € sur le programme « Préparation et emploi des forces » et 1,1 milliard € sur le programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Ecologie, développement et aménagement durable** : 1,6 milliard € dont 1,0 milliard € relatif au programme « Infrastructures et services de transports » (subventions à RFF notamment) ;

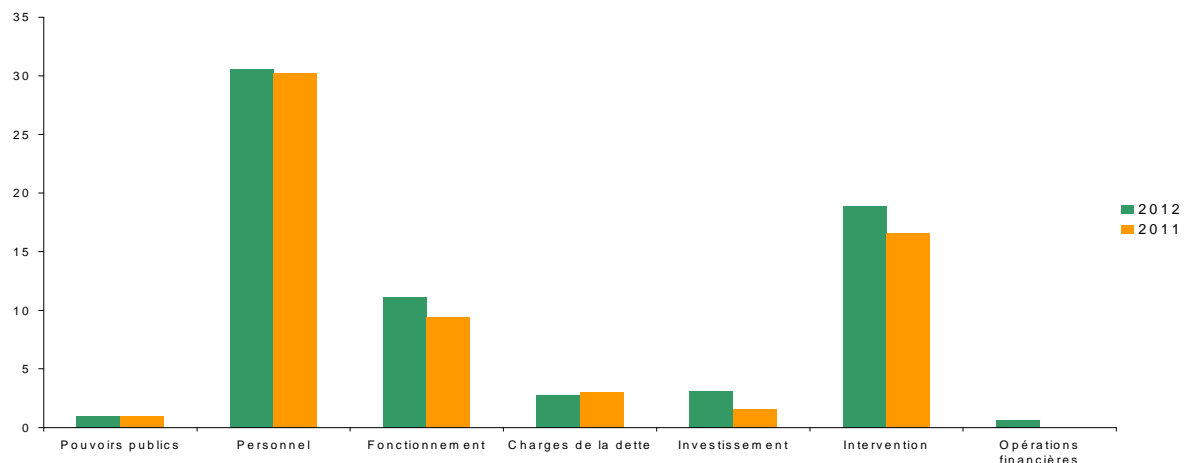
✓ Mission **Sécurité** : 1,5 milliard € répartis entre les programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Régimes sociaux de retraite** : 1,1 milliard € dont 0,9 milliard € relatif au programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » (charges de retraite de la SNCF notamment) ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,9 milliard € dont 0,7 milliard € sur le programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ».

Les dépenses nettes à fin mars 2012 s'élèvent à 68,2 milliards € contre 61,8 milliards € à fin mars 2011 à périmètre constant. Ce rythme plus soutenu de comptabilisation concerne surtout les dépenses d'intervention (+2,4 milliards €), de fonctionnement (+1,7 milliard €) et d'investissement (+1,5 milliard €).

Nature des dépenses nettes à fin mars (milliard €)



\* hors R&D : hors remboursements et dégrèvements d'impôts



## Recettes du budget général (hors R&D) : 49,1 milliards €

*Les principales recettes du mois (hors R&D) :*

TVA : 8,5 milliards € ;

Impôt sur les sociétés: 8,1 milliards € ;

Impôt sur le revenu : 3,7 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,1 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,6 milliard €.

## Recettes fiscales (hors R&D) : 65,6 milliards €

Les recettes fiscales sont dynamiques en ce début d'année. Elles s'élèvent à 65,6 milliards € contre 63,7 milliards € à périmètre constant à fin mars 2011. Cette progression est essentiellement imputable à l'augmentation de la TVA et de l'IR.

## Recettes non fiscales : 2,3 milliards €

Les recettes non fiscales à fin mars 2012 s'élèvent à 2,3 milliards € contre 1,1 milliard € en 2011. Cet écart s'explique par une recette exceptionnelle du budget général enregistrée en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau

radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites. « 4G »). La ligne « Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat » comptabilise ce mois-ci une recette de 0,1 milliard € au titre de la rémunération de la garantie accordée par l'Etat à Dexia (cf focus sur l'actualité).

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -19,0 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin mars 2012 à -19,0 milliards € contre -20,7 milliards € à fin mars 2011.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -10,4 milliards €

*Les principales évolutions du mois*

Le compte de **Participations financières de l'Etat** enregistre des dépenses pour 0,4 milliard € au titre de l'augmentation de capital d'OSEO afin de doter la nouvelle banque de l'industrie qui vise à financer les PME. Le compte **d'Avances aux collectivités territoriales** enregistre des dépenses pour 6,9

milliards € et des recettes pour 2,2 milliards €. Le compte de « **Couverture des risques financiers** » comptabilise des dépenses pour 1 milliard € (dont 0,4 milliard € relatif à une contribution à l'Association internationale de développement) et des recettes pour 0,9 milliard €.

Au 31 mars 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -10,4 milliards € contre -16,5 milliards € en mars 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'encaissement de la quote-part de 1,3 milliard € attribuée au CAS « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien » pour la cession des fréquences dites 4G, par des recettes plus importantes en 2012 au CAS Pensions (+1,7 milliard €) et par l'amélioration du solde du compte spécial « Prêts à des Etats étrangers » (+4,2 milliards €) suite au prêt à la Grèce en 2011, en partie compensés par l'évolution du solde « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » suite au remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009 (-1,93 milliard €).

## Dettes financières de l'Etat au 31 mars : 1 358,6 milliards €

Les flux significatifs enregistrés depuis le début de l'année concernent les OAT (émissions nettes de 34,3 milliards €) et les BTAN (émissions nettes de 5,5 milliards €).



### ☛ Rémunération de la garantie accordée par l'Etat à Dexia

Suite au plan de restructuration du groupe Dexia annoncé le 10 octobre 2011, la France, le Luxembourg et la Belgique ont accordé une garantie de financement temporaire à Dexia SA et à sa filiale Dexia Crédit Local, selon la clé de répartition suivante : 60,5% pour la Belgique, 36,5% pour la France et 3% pour le Luxembourg. La rémunération de la garantie accordée à Dexia comprend une commission de mise en place de 225 millions € ainsi que des commissions

mensuelles calculées sur l'encours garanti. Elle est versée aux trois Etats, dans ces deux composantes, selon la clé de répartition citée précédemment. En mars 2012, une recette de 102 millions € a été enregistrée : 82 millions € au titre de la commission de mise en place (soit 36,5% du montant total) et 20 millions € au titre de la commission mensuelle calculée sur l'encours garanti.

### ☛ Création du Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ)

Le Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACÉ) a été créé en 1936. Le FACÉ, alimenté notamment par une contribution annuelle d'EDF, versait des subventions aux collectivités maîtres d'ouvrage des travaux d'électrification rurale. La gestion du fonds était confiée à EDF jusqu'à présent. L'article 7 de la loi de finances rectificative du 29

décembre 2011 a créé un compte d'affectation spéciale pour le financement des aides aux collectivités en vue de l'électrification rurale, le « CAS FACÉ », qui reprend les missions du fonds. Sa création vise à faciliter le suivi et le contrôle de la politique d'électrification rurale par le Parlement.

Les ressources du CAS correspondent aux ressources actuellement affectées au FACÉ, c'est-à-dire le produit des contributions dues par les gestionnaires de réseaux publics de distribution, EDF notamment. Les dépenses du CAS sont structurées autour de deux programmes budgétaires : le programme « Electrification rurale » et le programme « Opérations de maîtrise de la

demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries ». A fin mars, le CAS enregistre 17 millions de dépenses et 75 millions de recettes.



	Mars	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-5 175</b>	<b>-29 411</b>	-33 741	-33 595	6
<b>Dépenses du budget général (hors R et D)</b>	<b>18 876</b>	<b>68 156</b>	61 834	61 642	6
<b>Recettes du budget général (hors R et D)</b>	<b>18 095</b>	<b>49 115</b>	44 591	44 545	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	3 727	17 014	16 011	16 011	
- IS	8 110	7 989	8 366	8 366	
- TVA	8 452	33 082	32 086	32 086	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-4 394</b>	<b>-10 370</b>	-16 498	-16 498	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>12 770</b>	<b>-70 764</b>			18
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>6 137</b>	<b>114 811</b>	105 708	105 708	19
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>17 988</b>	<b>1 358 597</b>			20

Les données retraitées de 2011 correspondent aux données exécutées de 2011 corrigées des changements de périmètre définis par la loi de finances pour 2012 (cf notes méthodologiques).



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	9 743	30 616	30 254	30 411
Dépenses de fonctionnement	2 507	11 119	9 410	9 107
Charges de la dette de l'Etat	0	2 798	2 999	2 999
Dépenses d'investissement	1 121	3 088	1 568	1 568
Dépenses d'intervention	5 098	18 938	16 560	16 514
Dépenses d'opérations financières	407	600	25	25
<b>Total des dépenses (hors R et D) (I)</b>	<b>18 876</b>	<b>68 156</b>	<b>61 834</b>	<b>61 642</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	22 361	65 632	63 744	63 697
Recettes non fiscales	340	2 345	1 074	1 076
Prélèvements sur recettes	-4 715	-19 040	-20 667	-20 667
Fonds de concours	109	178	439	439
<b>Total des recettes (hors R&amp;D II)</b>	<b>18 095</b>	<b>49 115</b>	<b>44 591</b>	<b>44 545</b>
<b>Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>22 810</b>	<b>68 155</b>	<b>65 258</b>	<b>65 212</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-781</b>	<b>-19 041</b>	<b>-17 243</b>	<b>-17 097</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	287	3 315	603	603
Solde des comptes de concours financiers	-4 740	-13 881	-17 098	-17 098
Solde des comptes de commerce	70	210	-3	-3
Solde des comptes d'opérations monétaires	-11	3	678	678
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)</b>	<b>-4 394</b>	<b>-10 370</b>	<b>-16 498</b>	<b>-16 498</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)</b>	<b>-5 175</b>	<b>-29 411</b>	<b>-33 741</b>	<b>-33 595</b>





	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 743</b>	<b>30 616</b>	<b>30 254</b>	<b>30 411</b>
Rémunérations d'activité	5 753	17 617	17 668	17 756
Cotisations et contributions sociales	3 925	12 804	12 326	12 394
Prestations sociales et allocations diverses	65	195	260	261
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>9 133</b>	<b>37 540</b>	<b>31 580</b>	<b>31 231</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>997</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 507</b>	<b>11 119</b>	<b>9 410</b>	<b>9 107</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 656	4 488	2 424	2 429
Subventions pour charges de service public	851	6 631	6 986	6 678
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>0</b>	<b>2 798</b>	<b>2 999</b>	<b>2 999</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	2 798	2 999	2 999
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 121</b>	<b>3 088</b>	<b>1 568</b>	<b>1 568</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 029	2 724	1 330	1 330
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	92	364	238	238
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>5 098</b>	<b>18 938</b>	<b>16 560</b>	<b>16 514</b>
Transferts aux ménages	990	8 345	6 912	6 912
Transferts aux entreprises	1 222	2 550	2 165	2 140
Transferts aux collectivités territoriales	611	1 476	1 096	1 082
Transferts aux autres collectivités	2 275	6 567	6 388	6 380
Appels en garantie	0	0	0	0
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>407</b>	<b>600</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
Prêts et avances	1	7	10	10
Dotations en fonds propres	6	28	15	15
Dépenses de participations financières	400	565	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>18 876</b>	<b>68 156</b>	<b>61 834</b>	<b>61 642</b>



Mois de mars	Cumul à fin mars 2012		Cumul à fin mars 2011 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>184</b>	<b>283</b>	<b>1 258</b>	<b>875</b>	<b>868</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	137	131	563	528	551
Diplomatie culturelle et d'influence	26	61	518	210	210
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	90	176	124	107
Présidence française du G20 et du G8	1	1	1	13	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>212</b>	<b>191</b>	<b>679</b>	<b>629</b>	<b>594</b>
Administration territoriale	139	137	411	391	384
Vie politique, culturelle et associative	8	4	80	76	77
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	65	50	188	162	133
<b>AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>146</b>	<b>144</b>	<b>1 626</b>	<b>1 052</b>	<b>885</b>
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	42	48	1 122	615	454
Forêt	0	1	205	150	158
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	45	37	121	112	94
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	59	58	178	175	179
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>98</b>	<b>484</b>	<b>680</b>	<b>1 117</b>	<b>1 000</b>
Aide économique et financière au développement	8	429	136	604	507
Solidarité à l'égard des pays en développement	90	55	544	513	493
Développement solidaire et migrations	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>49</b>	<b>64</b>	<b>2 202</b>	<b>2 171</b>	<b>1 337</b>
Liens entre la Nation et son armée	9	8	26	23	29
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	32	48	2 154	2 126	1 281
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	8	8	22	22	27
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>52</b>	<b>47</b>	<b>170</b>	<b>164</b>	<b>150</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	29	79	79	68
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	22	18	54	48	44
<b>CULTURE</b>	<b>654</b>	<b>201</b>	<b>869</b>	<b>411</b>	<b>440</b>
Patrimoines	260	21	285	57	94
Création	230	84	287	131	127
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	164	96	297	223	219
<b>DEFENSE</b>	<b>2 916</b>	<b>3 410</b>	<b>8 264</b>	<b>10 927</b>	<b>8 386</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	157	151	390	460	323
Préparation et emploi des forces	2 006	1 908	5 755	5 992	5 166
Soutien de la politique de la défense	205	280	576	580	376
Equipement des forces	548	1 071	1 543	3 895	2 521
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>96</b>	<b>83</b>	<b>235</b>	<b>189</b>	<b>127</b>
Coordination du travail gouvernemental	58	40	132	100	81
Protection des droits et libertés	7	10	21	22	18
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	31	33	82	67	28
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>957</b>	<b>1 601</b>	<b>3 655</b>	<b>2 513</b>	<b>2 204</b>
Infrastructures et services de transports	160	951	1 620	1 060	710
Sécurité et circulation routières	2	4	7	5	1
Sécurité et affaires maritimes	5	12	75	26	23
Météorologie	0	0	152	51	49
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	117	42	131	51	31
Information géographique et cartographique	0	0	70	24	20
Prévention des risques	11	23	66	32	27
Energie, climat et après-mines	381	253	519	255	325
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	281	316	1 015	1 009	1 018



Mois de mars	Cumul à fin mars 2012		Cumul à fin mars 2011		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€				retraité	
				CP consommés	
<b>ECONOMIE</b>	<b>145</b>	<b>143</b>	<b>506</b>	<b>362</b>	<b>320</b>
Développement des entreprises et de l'emploi	96	82	323	201	183
Tourisme	0	13	32	14	0
Statistiques et études économiques	35	35	109	107	101
Stratégie économique et fiscale	14	13	42	40	36
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>155</b>	<b>90</b>	<b>3 063</b>	<b>2 998</b>	<b>3 119</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	2 798	2 798	2 999
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	155	90	265	200	120
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 572</b>	<b>5 633</b>	<b>16 412</b>	<b>16 294</b>	<b>15 888</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 536	1 521	4 597	4 588	4 572
Enseignement scolaire public du second degré	2 487	2 482	7 483	7 468	7 447
Vie de l'élève	522	562	1 370	1 224	1 071
Enseignement privé du premier et du second degrés	667	609	2 110	2 020	1 952
Soutien de la politique de l'éducation nationale	270	253	607	575	568
Enseignement technique agricole	90	206	245	419	279
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>939</b>	<b>925</b>	<b>3 144</b>	<b>2 934</b>	<b>2 632</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	680	666	2 294	2 146	1 933
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	14	12	41	37	27
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	53	57	253	214	178
Facilitation et sécurisation des échanges	147	146	470	449	427
Entretien des bâtiments de l'Etat	16	11	25	21	5
Fonction publique	29	33	61	67	62
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>57</b>	<b>53</b>	<b>134</b>	<b>87</b>	<b>36</b>
Immigration et asile	40	52	116	84	35
Intégration et accès à la nationalité française	17	1	18	3	1
<b>JUSTICE</b>	<b>680</b>	<b>596</b>	<b>2 971</b>	<b>1 626</b>	<b>1 585</b>
Justice judiciaire	264	233	1 700	637	585
Administration pénitentiaire	221	204	606	616	575
Protection judiciaire de la jeunesse	87	55	212	171	194
Accès au droit et à la justice	96	91	176	158	182
Conduite et pilotage de la politique de la justice	12	13	276	43	48
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	1	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>754</b>	<b>199</b>	<b>786</b>	<b>236</b>	<b>152</b>
Presse	2	6	42	42	41
Livre et industries culturelles	192	50	184	51	52
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	419	107	419	107	9
Action audiovisuelle extérieure	141	36	141	36	50
<b>OUTRE-MER</b>	<b>164</b>	<b>100</b>	<b>1 309</b>	<b>558</b>	<b>434</b>
Emploi outre-mer	26	27	1 081	392	370
Conditions de vie outre-mer	138	73	228	166	64
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>15</b>	<b>21</b>	<b>9</b>	<b>29</b>	<b>7</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	8	18	-6	25	6
Interventions territoriales de l'Etat	7	3	15	4	1
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>998</b>	<b>997</b>	<b>1 018</b>
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	323	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2012		Cumul à fin mars 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>1 415</b>	<b>586</b>	<b>13 274</b>	<b>6 895</b>	<b>6 950</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	310	101	3 123	2 976	3 086
Vie étudiante	628	211	1 181	647	557
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	11	7	4 793	1 413	1 412
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 240	310	309
Recherche spatiale	29	29	1 335	766	777
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	-199	31	733	425	446
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	279	123	474	244	231
Recherche duale (civile et militaire)	183	0	183	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	102	26	102	26	32
Enseignement supérieur et recherche agricoles	72	58	110	88	100
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>133</b>	<b>1 102</b>	<b>4 295</b>	<b>2 618</b>	<b>2 220</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	1	903	3 007	1 867	1 769
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	738	201	189
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	132	132	550	550	262
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>138</b>	<b>109</b>	<b>487</b>	<b>578</b>	<b>445</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	52	64	51	152	120
Concours financiers aux départements	1	1	1	1	0
Concours financiers aux régions	0	0	277	277	280
Concours spécifiques et administration	85	44	158	148	45
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 250</b>	<b>6 857</b>	<b>17 473</b>	<b>17 763</b>	<b>17 307</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 982	6 622	16 496	16 795	15 698
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	268	235	977	968	1 609
<b>SANTE</b>	<b>176</b>	<b>83</b>	<b>738</b>	<b>254</b>	<b>75</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	176	71	183	75	63
Protection maladie	0	12	555	179	12
<b>SECURITE</b>	<b>1 516</b>	<b>1 516</b>	<b>4 547</b>	<b>4 273</b>	<b>3 772</b>
Police nationale	792	824	2 311	2 287	2 063
Gendarmerie nationale	724	692	2 236	1 986	1 709
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>23</b>	<b>53</b>	<b>46</b>	<b>80</b>	<b>45</b>
Intervention des services opérationnels	10	14	29	35	44
Coordination des moyens de secours	13	39	17	45	1
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>107</b>	<b>316</b>	<b>11 048</b>	<b>3 743</b>	<b>3 509</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	0	378	200	0
Actions en faveur des familles vulnérables	26	22	60	43	11
Handicap et dépendance	3	213	9 822	3 056	2 869
Egalité entre les hommes et les femmes	0	0	1	1	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	78	81	787	443	629



Mois de mars	Cumul à fin mars 2012		Cumul à fin mars 2011 retraité		
	AE consommées	CP consommés	CP consommés		
unité : million d'€					
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>131</b>	<b>57</b>	<b>268</b>	<b>141</b>	<b>83</b>
Sport	20	13	142	84	70
Jeunesse et vie associative	111	44	126	57	13
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>585</b>	<b>580</b>	<b>3 733</b>	<b>1 779</b>	<b>2 013</b>
Accès et retour à l'emploi	201	393	2 100	1 083	1 357
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	270	106	1 394	501	487
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	38	19	40	19	12
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	76	62	199	176	157
<b>VILLE ET LOGEMENT</b>	<b>95</b>	<b>206</b>	<b>5 816</b>	<b>1 626</b>	<b>1 539</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	70	71	264	209	105
Aide à l'accès au logement	0	0	5 142	1 261	1 266
Développement et amélioration de l'offre de logement	25	27	33	47	4
Politique de la ville et du Grand Paris	0	108	377	109	164
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>25 414</b>	<b>25 733</b>	<b>110 695</b>	<b>85 919</b>	<b>79 140</b>

(1) Programme crée en 2012



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>3 812</b>	<b>17 298</b>	<b>16 345</b>	<b>16 345</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>104</b>	<b>812</b>	<b>1 071</b>	<b>1 071</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>9 256</b>	<b>10 214</b>	<b>10 017</b>	<b>10 017</b>
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>343</b>	<b>1 956</b>	<b>1 799</b>	<b>1 799</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	48	181	132	132
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	195	1 366	953	953
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	8	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	55	126	128	128
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	2	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	3	27	96	96
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	3	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	4	2	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	28	18	18
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	0	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	14	172	412	412
Recettes diverses	18	39	52	52
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)</b>	<b>1 058</b>	<b>3 121</b>	<b>3 272</b>	<b>3 278</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>13 404</b>	<b>46 340</b>	<b>44 818</b>	<b>44 765</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 241</b>	<b>3 654</b>	<b>3 729</b>	<b>3 729</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	37	170	113	113
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	47	46	46
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	2	58	58
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	79	304	268	268
Mutations à titre gratuit par décès	569	1 634	1 534	1 534



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	39	126	93	93
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	20	112	82	82
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	7	20	13	13
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	7	38	29	29
Timbre unique	42	112	65	65
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	51	119	119	119
Autres droits et recettes accessoires	1	1	1	1
Amendes et confiscations	3	6	93	93
Taxe générale sur les activités polluantes	2	7	15	15
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	5	7	0	0
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	20	43	42	42
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	7	7
Taxe sur les achats de viande	22	22	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	12	14	14
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	12	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	1	1	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	224	224
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	170	466	439	439
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	65	157	161	161
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	31	100	104	104
Prélèvements sur les paris sportifs	15	26	24	24
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	6	18	17	17
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	23	34	34
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	-	-
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1	14	27	27
Autres taxes	21	55	47	47
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>29 218</b>	<b>83 395</b>	<b>81 051</b>	<b>81 004</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)</b>	<b>22 361</b>	<b>65 632</b>	<b>63 744</b>	<b>63 697</b>

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	27	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>	<b>-2</b>	<b>1 654</b>	<b>152</b>	<b>154</b>
Revenus du domaine public non militaire	25	50	58	58
Autres revenus du domaine public	37	48	51	51
Revenus du domaine privé	2	10	18	18
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	-147	1 320	12	12
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	81	224	11	13
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	0	2	2	2
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>96</b>	<b>197</b>	<b>198</b>	<b>198</b>
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	62	63	57	57
Autres frais d'assiette et de recouvrement	31	128	120	120
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	2	4	18	18
Autres recettes diverses	1	2	2	2
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>11</b>	<b>19</b>	<b>264</b>	<b>264</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	0	95	95
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	5	5
Intérêts des autres prêts et avances	5	7	132	132
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	23	23
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	0	9	9





	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>19</b>	<b>37</b>	<b>155</b>	<b>155</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	2	2
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	0	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	16	29	127	127
Frais de poursuite	3	8	21	21
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>216</b>	<b>411</b>	<b>305</b>	<b>305</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	111	124	0	0
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	11	21	16	16
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	59	179	113	113
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	23	23
Frais d'inscription	1	2	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	0	0	10	10
Recouvrements après admission en non-valeur	14	44	52	52
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	1	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	7	10	10
Recettes diverses en provenance de l'étranger	2	2	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	3	4	24	24
Produits divers	9	10	4	4
Autres produits divers	2	16	48	48
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>340</b>	<b>2 345</b>	<b>1 074</b>	<b>1 076</b>



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 107</b>	<b>-11 225</b>	<b>-13 832</b>	<b>-13 832</b>
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 322	-9 674	-10 316	-10 316
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-3	-3	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-9	-9
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (2)	0	0	-91	-91
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	502	-631	-1 510	-1 510
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	-459	-459
Dotations élus locaux	0	0	-16	-16
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-10	-10
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-125	-125
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	-3	-81	-81
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	-165	-165
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux (2)	0	0	-43	-43
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (2)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-258	-871	-632	-632
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-3	-237	-237
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-22	-37	-105	-105
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-29	-29
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (1)	0	0	0	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales (1)	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne</b>	<b>-1 608</b>	<b>-7 815</b>	<b>-6 835</b>	<b>-6 835</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 715</b>	<b>-19 040</b>	<b>-20 667</b>	<b>-20 667</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	106	164	375	375
Fonds de concours - coopération internationale	3	14	64	64
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>109</b>	<b>178</b>	<b>439</b>	<b>439</b>

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois de mars		Cumul à fin mars						
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes		
			2012	2011 retraité	2012	2011 retraité	2012	2011 retraité	2011 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 728</b>	<b>5 015</b>	<b>13 215</b>	<b>12 363</b>	<b>16 530</b>	<b>12 966</b>	<b>3 315</b>	<b>603</b>	<b>603</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	34	1	34	0	36	0	2	0	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	55	105	64	1	227	258	163	257	257
Développement agricole et rural	0	4	1	1	14	18	13	17	17
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	2	57	17	0	75		58	0	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	9	0	9	0	0	0	-9	0	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	25	16	42	19	33	122	-9	103	103
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	147	0	0	1 320	0	1 320	0	0
Participations financières de l'Etat	377	533	377	5	534	0	157	-5	-5
Pensions	4 226	4 152	12 671	12 337	14 256	12 558	1 585	221	221
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	10	35	10	10
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>7 061</b>	<b>2 321</b>	<b>21 745</b>	<b>27 389</b>	<b>7 864</b>	<b>10 291</b>	<b>-13 881</b>	<b>-17 098</b>	<b>-17 098</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-135	0	-135	0	17	17	152	17	17
Avances à l'audiovisuel public	274	128	823	806	420	409	-403	-397	-397
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	0	0	51	0	51	51
Avances aux collectivités territoriales	6 919	2 193	20 963	22 008	7 427	7 613	-13 536	-14 395	-14 395
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	0	0	-	0	-	-
Prêts à des Etats étrangers	3	0	94	4 510	0	200	-94	-4 310	-4 310
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	65	0	2 001	0	1 936	1 936
<b>Comptes de commerce</b>	<b>1 251</b>	<b>1 321</b>	<b>4 922</b>	<b>5 522</b>	<b>5 132</b>	<b>5 519</b>	<b>210</b>	<b>-3</b>	<b>-3</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	75	19	154	134	132	47	-22	-87	-87
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	9	31	30	19	33	-12	3	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 041	923	1 041	1 313	1 041	1 313	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	27	2	87	62	93	23	6	-39	-39
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	76	366	3 589	3 907	3 843	4 038	254	131	131
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	16	0	16	0	0	0	-16	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	2	4	9	4	7	0	-2	-2
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	63	0	55	0	-8	-8
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	4	0	3	0	-1	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>34</b>	<b>678</b>	<b>3</b>	<b>678</b>	<b>678</b>
Emission des monnaies métalliques	11	0	15	0	1	0	-14	0	0
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	16	0	33	678	17	678	678
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>13 051</b>	<b>8 657</b>	<b>39 913</b>	<b>45 274</b>	<b>29 560</b>	<b>29 454</b>	<b>-10 353</b>	<b>-15 820</b>	<b>-15 820</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>13 051</b>	<b>8 657</b>	<b>39 897</b>	<b>45 274</b>	<b>29 527</b>	<b>28 776</b>	<b>-10 370</b>	<b>-16 498</b>	<b>-16 498</b>

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

<b>Trésorerie au 1er janvier 2012</b>	<b>-94 667</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>23 903</b>
<b>Solde au 31 Mars 2012</b>	<b>-70 764</b>

A titre d'information, la variation de trésorerie du mois de mars 2012 est de 12 770 millions €.

En raison de la reprise échelonnée des comptes de la gestion 2011, les données issues du système d'information CHORUS n'intègrent pas à ce jour la totalité des comptes du bilan d'ouverture nécessaire à la conception détaillée du tableau des flux de trésorerie habituellement présenté dans la situation mensuelle de l'Etat. Une présentation simplifiée est donc portée dans la présente situation mensuelle.



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2012
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Organismes d'assurance et de réassurance	186	184	370
	Caisse des Dépôts et Consignations	6 395	-969	5 426
	La Poste	1	-1	0
	Autres organismes à caractère financier	138	179	317
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 297	-704	593
	Départements	5 082	-2 812	2 270
	Communes	18 123	-2 867	15 256
	Hôpitaux	3 221	340	3 561
	HLM	205	173	378
	Autres CEPL	16 804	-1 307	15 497
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	31 216	-785	30 431
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	8 634	-269	8 365
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	121	1 592	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	144	667	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	14 054	120	14 174	
<b>Communautés européennes</b>	877	-277	600	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	74	-3	71	
GIP	338	10	348	
EPLÉ	1 904	517	2 421	
Autres correspondants	6 056	-42	6 014	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	246	-248	-2	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	2 086	151	2 237
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	4 032	198	4 230
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	26	-26	0
<b>Total Passif (A)</b>		<b>122 991</b>	<b>-8 175</b>	<b>114 816</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		1	0	1
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		2	2	4
<b>Total Actif (B)</b>		<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>122 988</b>	<b>-8 177</b>	<b>114 811</b>



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2012
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 312 979</b>	<b>39 390</b>	<b>1 352 369</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	34 269	922 154
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	29 960	760 462
- <i>taux variable</i>	138 497	4 086	142 583
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	5 484	252 782
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	4 546	243 289
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-363	177 433
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>238</b>	<b>0</b>	<b>238</b>
Dettes exigibles	238	0	238
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	0	238
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>6 492</b>	<b>-502</b>	<b>5 990</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 319 709</b>	<b>38 888</b>	<b>1 358 597</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R & D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.